3rd Session, 61st Legislature
New Brunswick
5 Charles III, 2026-2027

3e session, 61e législature
Nouveau-Brunswick
5 Charles III, 2026-2027

BILL

14

An Act Respecting Property Tax Reform Measures

Read first time: November 4, 2026

Read second time:

Committee:

Read third time:

HON. AARON KENNEDY

PROJET DE LOI

14

Loi concernant les mesures de réforme de l’impôt foncier

Première lecture : le 4 novembre 2026

Deuxième lecture :

Comité :

Troisième lecture :

L’HON. AARON KENNEDY

2026

BILL 14

An Act Respecting Property Tax Reform Measures

Table of Contents

1 *Assessment Act*
2 *Local Governance Act*
3 *Residential Property Tax Relief Act*
4 Regulation under the *Residential Property Tax Relief Act*
5 *Service New Brunswick Act*

TRANSITIONAL PROVISIONS AND COMMENCEMENT

6 Transitional provisions
7 Commencement

PROJET DE LOI 14

Loi concernant les mesures de réforme de l’impôt foncier

Table des matières

1 *Loi sur l’évaluation*
2 *Loi sur la gouvernance locale*
3 *Loi sur le dégrèvement d’impôt applicable aux résidences*
4 Règlement pris en vertu de la *Loi sur le dégrèvement d’impôt applicable aux résidences*
5 *Loi sur Services Nouveau-Brunswick*

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

6 Dispositions transitoires
7 Entrée en vigueur

His Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, édicte :

Assessment Act

1(1) ***Section 8 of the Assessment Act, chapter A-14 of the Revised Statutes, 1973, is repealed and the following is substituted:***

8(1) To enable the Director to make a proper assessment of real property or to reconsider an assessment in respect of real property, the Director shall at all reasonable times and on reasonable requests be given free access to all real property and to all parts of every building situated on the real property and to all reports, records, financial statements, statistics or other relevant information in the possession or control of the owner, occupier or user of the real property that the Director considers necessary.

8(2) Despite subsection (1), the Director may at all reasonable times enter on private lands for the purpose of carrying out an inspection of the lands and making an assessment or reconsidering an assessment of the real property without entry into a building.

8(3) In assessing real property, the Director may request and may rely on reports, records, financial statements, statistics and other relevant information in the possession or control of the owner, occupier or user of the real property that the Director considers necessary and that relate to the ownership, quantity, nature, location, extent and value of the real property.

8(4) An assessment of real property referred to in subsection (3) at its real and true value may be made by means of examining the reports, records, financial statements, statistics or other information referred to in that subsection, and the assessment shall be deemed to be a valid and proper assessment for all purposes of this Act and the *Real Property Tax Act* despite that no other means were used to assess the real property at its real and true value and that an inspection of the real property has not been carried out.

8(5) Every owner, user or occupier of real property shall provide the Director, by mail or by electronic means and within 45 days of the sending of the request, all the information requested by the Director that will assist the Director in making a proper assessment of the

Loi sur l'évaluation

1(1) ***L'article 8 de la Loi sur l'évaluation, chapitre A-14 des Lois révisées de 1973, est abrogé et remplacé par ce qui suit :***

8(1) Afin de lui permettre de faire une évaluation convenable des biens réels ou d'examiner de nouveau une telle évaluation, le directeur, à tout moment raisonnable et sur demande raisonnable, a libre accès à ces biens réels et à toute partie de chaque bâtiment qui en fait partie intégrante ainsi qu'à tous les rapports, dossiers, états financiers, statistiques ou autres renseignements utiles en la possession ou sous la surveillance du propriétaire, de l'occupant ou de l'utilisateur de ces biens qu'il juge nécessaires.

8(2) Par dérogation au paragraphe (1), le directeur peut, à tout moment raisonnable, entrer sur des terrains privés afin d'en faire l'inspection et de faire une évaluation ou d'examiner de nouveau une évaluation des biens réels sans entrer dans un bâtiment.

8(3) Pour évaluer des biens réels, le directeur peut demander les rapports, dossiers, états financiers, statistiques et autres renseignements pertinents en la possession ou sous la surveillance du propriétaire, de l'occupant ou de l'utilisateur des biens réels qu'il juge nécessaires pour leur évaluation et qui concernent le droit de propriété, le métré, la nature, l'emplacement, l'étendue et la valeur de ceux-ci et en tenir compte dans l'évaluation.

8(4) L'évaluation des biens réels visés au paragraphe (3) à leur valeur réelle et exacte peut être faite au moyen de l'examen des rapports, dossiers, états financiers, statistiques et autres renseignements visés à ce paragraphe, auquel cas elle est réputée être une évaluation valable et convenable aux fins d'application de la présente loi et de la *Loi sur l'impôt foncier* bien qu'aucun autre moyen n'ait été utilisé pour les évaluer à leur valeur réelle et exacte et qu'aucune inspection de ceux-ci n'ait été effectuée.

8(5) Tout propriétaire, utilisateur ou occupant de biens réels fournit au directeur, par la poste ou par voie électronique dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande, tous les renseignements demandés par ce dernier qui l'aideront à établir une évaluation convenable des

real property or reconsidering an assessment of real property.

8(6) A request under subsections (1), (3) and (5) shall be deemed to have been received by the owner, user or occupier of the real property on the day the request was sent by the Director.

8(7) Proof of sending a request under subsection (1), (3) or (5) may be made by a certificate purporting to be signed by the Director naming the person to whom the request was sent and specifying the time, place and manner of the sending of the request.

8(8) A document that purports to be a certificate of the Director under subsection (7) is admissible in evidence before any court, judge or board and when adduced is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the facts stated in the certificate without proof of the appointment, signature or authority of the Director.

8(9) When a person in whose name the assessment is made fails to comply with this section, the Director shall determine the real and true value of the real property in question.

8(10) Despite any other provision of this Act, a person who, having been required to provide information under this section, fails to provide the information is not entitled to request that the Director review the real property assessment under section 25 for the year in which the information under this section was requested.

8(11) No person shall have any right of action for trespass resulting from entry on private lands authorized under this section.

1(2) ***The heading "Demand for information by Director" preceding section 9 of the Act is repealed.***

1(3) ***Section 9 of the Act is repealed.***

1(4) ***Section 10 of the Act is amended***

(a) in subsection (1) by striking out "sections 8 and 9" and substituting "section 8"***;***

biens réels ou à examiner de nouveau une évaluation de biens réels.

8(6) Toute demande visée aux paragraphes (1), (3) et (5) est réputée avoir été reçue par le propriétaire, l'utilisateur ou l'occupant des biens réels le jour de son envoi par le directeur.

8(7) La preuve de l'envoi d'une demande visée au paragraphe (1), (3) ou (5) peut se faire au moyen d'un certificat présenté comme signé par le directeur qui indique le nom de la personne à laquelle la demande a été envoyée ainsi que l'heure, la date, le lieu et le mode d'envoi de celle-ci.

8(8) Tout document présenté comme étant un certificat du directeur au titre du paragraphe (7) peut être produit en preuve devant toute cour, tout juge ou toute commission, et, lorsqu'il est ainsi produit, il fait foi, sauf preuve contraire, des faits qui y sont énoncés sans qu'il soit nécessaire de prouver sa nomination, son autorité ni l'authenticité de sa signature.

8(9) Lorsqu'une personne au nom de laquelle l'évaluation est faite omet de se conformer au présent article, le directeur détermine la valeur réelle et exacte des biens réels en question.

8(10) Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi, aucune personne qui omet de fournir les renseignements qui lui ont été demandés en vertu du présent article ne peut se prévaloir de l'article 25 pour demander au directeur de réviser l'évaluation des biens réels pour l'année à l'égard de laquelle ces renseignements ont été demandés.

8(11) Il n'existe aucun droit d'action en raison d'un acte d'intrusion qui résulte de l'entrée sur des terrains privés autorisée par le présent article.

1(2) ***La rubrique « Demande de renseignements par le directeur » qui précède l'article 9 de la Loi est abrogée.***

1(3) ***L'article 9 de la Loi est abrogé.***

1(4) ***L'article 10 de la Loi est modifié***

a) au paragraphe (1), par la suppression de « des articles 8 et 9 » et son remplacement par « de l'article 8 »***;***

(b) in subsection (3) by striking out "sections 8 and 9" and substituting "section 8"***;***

b) au paragraphe (3), par la suppression de « des articles 8 et 9 » et son remplacement par « de l'article 8 »***;***

(c) in subsection (4) by striking out "sections 8 and 9" and substituting "section 8"**.**

c) au paragraphe (4), par la suppression de « des articles 8 et 9 » et son remplacement par « de l'article 8 »**.**

1(5) ***Subsection 25(4) of the Act is repealed and the following is substituted:***

25(4) Unless the person who made the request fails to provide the information required to be provided under section 8, the Director shall reconsider an assessment referred to in subsection (1) and shall vacate, confirm or vary the assessment and send a notice to the person of the Director's decision by mailing to the person a copy of all entries in the Review Register pertaining to the request for review of assessment together with a copy of the form for giving notice of appeal to the Board.

1(5) ***Le paragraphe 25(4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :***

25(4) À moins que la personne ayant présenté la demande omette de fournir les renseignements qui lui ont été demandés en vertu de l'article 8, le directeur examine de nouveau l'évaluation visée au paragraphe (1) et l'annule, la confirme ou la modifie, puis lui envoie un avis de sa décision en lui expédiant par la poste une copie de toutes les inscriptions au registre des révisions concernant sa demande de révision de l'évaluation et une copie de la formule d'avis d'appel à la Commission.

1(6) ***Paragraph 27(2)(b) of the Act is repealed and the following is substituted:***

(b) when the Director has not notified the person of the Director's decision under section 25 within 90 days after the date of mailing of the request for review of assessment, within 21 days after the expiration of that period, unless a request for information under section 8 has been made.

1(6) ***L'alinéa 27(2)b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :***

b) si le directeur n'a pas avisé la personne de sa décision en application de l'article 25 dans les quatre-vingt-dix jours de la date d'envoi par la poste de la demande de révision de l'évaluation, dans les vingt et un jours de l'expiration de ce délai, à moins qu'une demande d'information ait été présentée en vertu de l'article 8.

1(7) ***Subsection 32(8) of the Act is repealed and the following is substituted:***

32(8) If the party appealing, having been required to provide information under section 8, fails to provide the information, the Board shall refuse to hear the appeal.

1(7) ***Le paragraphe 32(8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :***

32(8) Si l'appelant omet de fournir les renseignements qui lui ont été demandés en vertu de l'article 8, la Commission refuse d'entendre l'appel.

1(8) ***Subsection 34(1) of the Act is repealed and the following is substituted:***

34(1) Subject to subsection 32(8), the Board may dispose of an appeal by

(a) dismissing it,

(b) allowing it and directing the Director

(i) to vacate the assessment, or

(ii) to make specific variations in the assessment, or

1(8) ***Le paragraphe 34(1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :***

34(1) Sous réserve du paragraphe 32(8), la Commission peut statuer sur un appel comme suit :

a) en le rejetant;

b) en l'accueillant et en ordonnant au directeur :

(i) soit d'annuler l'évaluation,

(ii) soit d'y apporter certaines modifications déterminées;

(c) referring the assessment back to the Director for reassessment in accordance with the recommendations of the Board.

Local Governance Act

2(1) ***Subsection 1(1) of the Local Governance Act, chapter 18 of the Acts of New Brunswick, 2017, is amended by adding the following definition in alphabetical order:***

"community benefit agreement" means an agreement governed by the regulations under which the proponent of a project of a type, category or size prescribed by regulation provides the benefits prescribed by regulation to a local government or a rural district. (*accord d'avantages communautaires*)

2(2) ***Subsection 10(1) of the Act is amended by adding after paragraph (m) the following:***

(m.01) a vacant property levy;

2(3) ***The Act is amended by adding after section 19 the following:***

By-laws respecting a vacant property levy

19.01 A by-law of a local government made under paragraph 10(1)(m.01) is subject to section 101.01 and to any regulation made under section 101.02.

2(4) ***The Act is amended by adding after section 101 the following:***

Vacant property levy

101.01(1) The following definitions apply in this section and section 101.02.

"owner" means the person in whose name real property is assessed under the *Assessment Act*. (*propriétaire*)

"vacant property" means unoccupied or unused real property, including buildings and premises, that meets the criteria prescribed by regulation. (*bien vacant*)

"vacant property levy" means a levy imposed under a by-law referred to in subsection 101.01(2). (*taxe sur les biens vacants*)

101.01(2) A local government may, by by-law, impose a levy to be paid by the owners of vacant property within

c) en renvoyant de nouveau l'évaluation au directeur pour qu'il fasse une nouvelle évaluation conformément aux recommandations qu'elle a formulées.

Loi sur la gouvernance locale

2(1) ***Le paragraphe 1(1) de la Loi sur la gouvernance locale, chapitre 18 des Lois du Nouveau-Brunswick de 2017, est modifié par l'adjonction de la définition qui suit selon l'ordre alphabétique :***

« accord d'avantages communautaires » Accord régi par les règlements aux termes duquel le promoteur d'un projet d'un type, d'une catégorie ou d'une ampleur prescrit par règlement fournit des avantages prescrits par règlement au gouvernement local ou au district rural. (*community benefit agreement*)

2(2) ***Le paragraphe 10(1) de la Loi est modifié par l'adjonction de ce qui suit après l'alinéa m) :***

m.01) la taxe sur les biens vacants;

2(3) ***La Loi est modifiée par l'adjonction de ce qui suit après l'article 19 :***

Arrêtés concernant la taxe sur les biens vacants

19.01 Les arrêtés des gouvernements locaux qui sont pris en vertu de l'alinéa 10(1)m.01) sont assujettis à l'article 101.01 ainsi qu'à tout règlement pris en vertu de l'article 101.02.

2(4) ***La Loi est modifiée par l'adjonction de ce qui suit après l'article 101 :***

Taxe sur les biens vacants

101.01(1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et à l'article 101.02.

« bien vacant » Bien réel inoccupé ou inutilisé, notamment tout bâtiment ou tout local, qui répond aux critères prescrits par règlement. (*vacant property*)

« propriétaire » La personne au nom de laquelle un bien réel est évalué en application de la *Loi sur l'évaluation*. (*owner*)

« taxe sur les biens vacants » Taxe imposée par arrêté prévu au paragraphe 101.01(2). (*vacant property levy*)

101.01(2) Tout gouvernement local peut prendre un arrêté imposant, conformément aux règlements, la taxe

the territorial limits of the local government in accordance with the regulations.

101.01(3) A by-law under subsection (2) shall state the rate of the vacant property levy or the amount of the levy payable.

101.01(4) A local government may bring an action for the recovery of any amount imposed pursuant to a by-law under this section that remains unpaid after it is due in any court in which a debt or money demand of a similar amount may be collected.

101.01(5) The use of one or more enforcement measures established by a by-law under this section does not prevent a local government from using any other remedy available in law to enforce the payment of amounts owing under this section.

101.01(6) A person who is directly affected by a decision of the local government under this section may appeal the decision, in accordance with the regulations, to one or more entities established or designated, as the case may be, by regulation as being responsible for hearing appeals.

101.01(7) A local government may only use the proceeds of the levy collected for the following purposes:

(a) supporting development and use of vacant properties;

(b) promotion of economic development;

(c) supporting housing development; or

(d) defraying the costs of administration attributable to the vacant property levy.

Regulations relating to the vacant property levy

101.02 The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

(a) prescribing criteria for the purposes of the definition "vacant property" in subsection 101.01(1);

que doivent payer les propriétaires des biens vacants situés à l'intérieur de ses limites territoriales.

101.01(3) L'arrêté prévu au paragraphe (2) précise le taux de la taxe sur les biens vacants ou le montant de la taxe à payer.

101.01(4) Le gouvernement local peut intenter une action en recouvrement d'une somme imposée conformément à un arrêté pris en vertu du présent article qui reste impayée après sa date d'échéance devant tout tribunal où peuvent être recouvrées des dettes ou des sommes d'un montant similaire.

101.01(5) La prise d'une ou de plusieurs mesures d'exécution établies par les arrêtés pris en vertu du présent article n'empêche pas un gouvernement local d'utiliser les autres recours que prévoit la loi pour faire exécuter le paiement des sommes exigibles en vertu du présent article.

101.01(6) Toute personne que vise directement une décision prise par le gouvernement local en vertu du présent article peut en appeler, selon les modalités prévues par règlement, à l'organisme ou aux organismes chargés des appels établis ou désignés par règlement, selon le cas.

101.01(7) Le gouvernement local ne peut affecter le produit de la taxe sur les biens vacants perçue qu'aux fins suivantes :

a) appuyer l'aménagement et l'utilisation des biens vacants;

b) favoriser le développement économique;

c) appuyer le développement du logement;

d) supporter les coûts d'administration relatifs à la taxe sur les biens vacants.

Règlements concernant la taxe sur les biens vacants

101.02 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) prescrire des critères aux fins d'application de la définition de « bien vacant » figurant au paragraphe 101.01(1);

(b) restricting the authority to make a by-law under subsection 101.01(2) to certain local governments or categories of local governments;

b) limiter l'autorité de prendre un arrêté en vertu du paragraphe 101.01(2) à certains gouvernements locaux ou à certaines catégories de gouvernements locaux;

(c) prescribing conditions and restrictions with respect to the imposition of a vacant property levy;

c) établir des conditions et des restrictions relativement au pouvoir d'imposer la taxe sur les biens vacants;

(d) governing the rate or amount of a vacant property levy, including

d) régir le taux ou le montant de la taxe sur les biens vacants, notamment :

(i) prescribing the rate or amount of the levy or the manner in which the rate or amount may be calculated, including different rates or amounts for different types of vacant property, and

(i) fixer le taux ou le montant de la taxe pour un bien vacant ou une catégorie de biens vacants ou le mode de calcul de ce taux ou de ce montant,

(ii) prescribing the minimum and maximum levy that may be imposed;

(ii) fixer la taxe minimale et maximale pouvant être imposée;

(e) governing the application of a vacant property levy, including

e) régir l'application de la taxe sur les biens vacants, notamment :

(i) exempting classes of real property from payment of the levy, and

(i) exempter des catégories de biens réels du paiement de la taxe,

(ii) imposing the levy on different types of vacant property or in different areas within the territorial limits of a local government;

(ii) imposer la taxe à différentes catégories de biens vacants ou à différentes régions à l'intérieur des limites territoriales du gouvernement local;

(f) governing the assessment of a vacant property levy and its collection and enforcement, including

f) régir la cotisation à l'égard de la taxe sur les biens vacants ainsi que sa perception et les mesures d'exécution prises à son égard, notamment :

(i) prescribing the form and manner in which a real property owner shall be notified of a vacant property levy,

(i) prescrire la forme sous laquelle et le mode selon lequel le propriétaire de biens réels doit être notifié de l'imposition de la taxe,

(ii) establishing penalties for failing to comply with a by-law under subsection 101.01(2),

(ii) établir des pénalités en cas d'inobservation d'un arrêté pris en vertu du paragraphe 101.01(2),

(iii) prescribing interest on outstanding levies and penalties,

(iii) fixer les intérêts à payer sur toute taxe et toute pénalité impayées,

(iv) respecting the assessment of outstanding levies, penalties and interest,

(iv) prévoir l'établissement d'une cotisation à l'égard de toute taxe, toute pénalité et tous intérêts impayés,

(v) prescribing the manner in which and times at which vacant property levies, penalties and interest shall be paid,

(v) prescrire le mode de paiement de la taxe, des pénalités et des intérêts et fixer les délais de paiement de ceux-ci,

(vi) prescribing inspection powers,

(vi) prescrire les pouvoirs d'inspection,

(vii) respecting the collection of vacant property levies, penalties and interest, and

(viii) prescribing enforcement measures if an amount assessed for outstanding levies, penalties or interest remains unpaid after it is due, including the creation and registration of liens;

(g) governing appeals under section 101.01, including

(i) establishing or designating, as the case may be, one or more entities responsible to hear appeals,

(ii) prescribing grounds for an appeal,

(iii) prescribing timelines for appealing a decision,

(iv) prescribing fees for appeals,

(v) establishing procedures for appeals,

(vi) respecting the effect of a decision of the local government pending the outcome of an appeal, and

(vii) prescribing the duties and powers of an entity responsible to hear appeals;

(h) providing for refunds of a vacant property levy, including the amount and the circumstances in which a refund shall be made;

(i) governing matters permitted or required to be included in a by-law referred to in subsection 101.01(2);

(j) defining words or expressions used in but not defined in section 101.01.

2(5) ***The Act is amended by adding after section 104 the following:***

Local government community benefit agreements

104.1(1) A local government may enter into a community benefit agreement.

(vii) prévoir la perception de la taxe, des pénalités et des intérêts,

(viii) prescrire les mesures d'exécution si un montant de taxe, de pénalité ou d'intérêt faisant l'objet d'une cotisation reste impayé après sa date d'échéance, y compris la création et l'enregistrement de privilèges;

g) régir les appels aux fins d'application de l'article 101.01, notamment :

(i) établir ou désigner, selon le cas, un ou plusieurs organismes chargés des appels,

(ii) prescrire les motifs d'appel,

(iii) fixer les délais pour porter appel d'une décision,

(iv) fixer les droits à payer pour porter appel,

(v) établir la procédure applicable aux appels,

(vi) prévoir l'effet d'une décision du gouvernement local en attendant le résultat d'un appel,

(vii) préciser les attributions d'un organisme chargé des appels;

h) prévoir des dispositions concernant le remboursement de la taxe sur les biens vacants, notamment fixer le montant du remboursement et préciser les circonstances dans lesquelles celui-ci est fait;

i) régir les questions qui doivent ou peuvent être incluses dans l'arrêté prévu au paragraphe 101.01(2);

j) définir les termes ou les expressions employés mais non définis à l'article 101.01.

2(5) ***La Loi est modifiée par l'adjonction de ce qui suit après l'article 104 :***

Accords sur les avantages communautaires pour les gouvernements locaux

104.1(1) Les gouvernements locaux peuvent conclure des accords sur les avantages communautaires.

104.1(2) A local government shall, by a resolution of its council, state its intention to enter into an agreement under subsection (1).

104.1(2) Les gouvernements locaux déclarent leur intention de conclure un accord prévu au paragraphe (1) par voie de résolution de leur conseil.

104.1(3) Sums received by a local government under an agreement referred to in subsection (1) shall be deposited to the credit of the accounts established under paragraph 76(1)(b) and, subject to subsection (4), shall be administered by the local government exclusively in the exercise and performance of its powers, duties and functions.

104.1(3) Les fonds que reçoivent les gouvernements locaux par application d'un accord prévu au paragraphe (1) sont déposés au crédit des comptes établis en application de l'alinéa 76(1)b), et, sous réserve du paragraphe (4), les gouvernements locaux les affectent exclusivement à l'exercice de leurs attributions.

104.1(4) The benefits received by a local government under an agreement referred to in subsection (1) shall be used by the local government solely for municipal purposes.

104.1(4) Les avantages que reçoivent les gouvernements locaux par application d'un accord prévu au paragraphe (1) ne sont utilisés qu'à des fins municipales.

2(6) ***The Act is amended by adding after section 176.51 the following:***

2(6) ***La Loi est modifiée par l'adjonction de ce qui suit après l'article 176.51 :***

Rural district community benefit agreements

Accords sur les avantages communautaires pour les districts ruraux

176.52(1) The Minister, after consulting with its rural district advisory committee, may enter into a community benefit agreement on behalf of a rural district.

176.52(1) Le ministre peut, à la suite d'une consultation avec le comité consultatif d'un district rural, conclure un accord sur les avantages communautaires pour le compte de ce district rural.

176.52(2) Subject to any parameters, terms, conditions or restrictions prescribed by regulation, the benefits received by the Minister under an agreement referred to in subsection (1) may be used for the purposes and in the manner prescribed by regulation.

176.52(2) Sous réserve des paramètres, des modalités, des conditions ou des restrictions prescrits par règlement, les avantages que reçoit le ministre par application d'un accord prévu au paragraphe (1) peuvent être utilisés aux fins et de la manière prescrites par règlement.

2(7) ***The Act is amended in subsection 191(1)***

2(7) ***La Loi est modifiée au paragraphe 191(1)***

(a) by adding before paragraph (a) the following:

a) par l'adjonction de ce qui suit avant l'alinéa a) :

(0.a) prescribing the type, category or size of projects and the type of benefits for the purposes of the definition "community benefit agreement";

0.a) prescrire le type, la catégorie ou l'ampleur des projets et le type d'avantages aux fins d'application de la définition d'« accord sur les avantages communautaires »;

(b) by adding after paragraph (v) the following:

b) par l'adjonction de ce qui suit après l'alinéa v) :

(v.1) governing community benefit agreements for the purposes of sections 104.1 and 176.52, including

v.1) régir les accords sur les avantages communautaires aux fins d'application des articles 104.1 et 176.52, notamment :

(i) governing processes and procedures to be followed by the parties to enter into, amend or terminate an agreement,

(i) régir des processus et des procédures que doivent suivre les parties pour la conclusion, la modification ou la résiliation d'un accord,

(ii) prescribing matters, including terms and conditions, that are permitted, required or prohibited in an agreement, and

(iii) prescribing the purposes for and manner in which benefits under a community benefit agreement under section 176.52 may be used and the parameters, terms, conditions or restrictions to which the use is subject;

(ii) prévoir les questions, notamment les modalités et conditions, qui peuvent, qui doivent ou qui ne peuvent être incluses dans un accord,

(iii) prescrire les fins auxquelles les avantages reçus par application d'un accord sur les avantages communautaires prévu à l'article 176.52 peuvent être utilisés et la manière dont ils peuvent l'être ainsi que les paramètres, les modalités, les conditions ou les restrictions de cette utilisation;

Residential Property Tax Relief Act

3(1) ***Section 1 of the Residential Property Tax Relief Act, chapter R-10 of the Revised Statutes, 1973, is amended in the definition "credit" by striking out "section 2 or 2.1" and substituting*** "section 2, 2.1 or 2.11"**.**

Loi sur le dégrèvement d'impôt applicable aux résidences

3(1) ***L'article 1 de la Loi sur le dégrèvement d'impôt applicable aux résidences, chapitre R-10 des Lois révisées de 1973, est modifié à la définition de « crédit » par la suppression de « l'article 2 ou 2.1 » et son remplacement par*** « l'article 2, 2.1 ou 2.11 »**.**

3(2) ***Section 2.1 of the Act is amended by adding after subsection (15) the following:***

3(2) ***L'article 2.1 de la Loi est modifié par l'adjonction de ce qui suit après le paragraphe (15) :***

2.1(16) Despite any other provision of this section, no person is entitled under this section to a credit against taxes owing in respect of real property or to a rebate of taxes paid in respect of real property for a year that is after 2026.

2.1(16) Par dérogation à toute autre disposition du présent article, nul n'a droit, en vertu du présent article, pour toute année postérieure à 2026, à un crédit imputable sur les impôts exigibles sur des biens réels ni, si les impôts ont été payés, à un remboursement de ces impôts.

3(3) ***The Act is amended by adding after section 2.1 the following:***

3(3) ***La Loi est modifiée par l'adjonction de ce qui suit après l'article 2.1 :***

Idem

2.11(1) A person in whose name real property is assessed and who is a resident of New Brunswick shall be credited by the Minister of Finance and Treasury Board against taxes owing in respect of that real property for the year 2027 or any succeeding year a prescribed amount if on January 1, 2027, or on the first day of January in any succeeding year, the person maintains

(a) their principal residence on the real property,

(b) their principal residence and a principal residence for an eligible individual on the real property who is a resident of New Brunswick, or

(c) a principal residence for an eligible individual on the real property who is a resident of New Brunswick.

Idem

2.11(1) Le ministre des Finances et du Conseil du Trésor accorde à la personne au nom de laquelle des biens réels sont évalués qui est résidente du Nouveau-Brunswick un crédit d'un montant prescrit, imputable sur les impôts exigibles sur ces biens réels pour 2027 ou toute année subséquente si, au 1er janvier 2027, ou au 1er janvier de toute année subséquente :

a) ou bien la personne maintient sa résidence principale sur ces biens réels;

b) ou bien elle y maintient sa résidence principale et celle d'un particulier admissible qui est résident du Nouveau-Brunswick;

c) ou bien elle y maintient la résidence principale d'un particulier admissible qui est résident du Nouveau-Brunswick.

2.11(2) A person in whose name real property is assessed on January 1, 2027, or on the first day of January in any succeeding year, shall be deemed for the purposes of subsection (1) to have maintained their principal residence on the real property for the year 2027 or any succeeding year if that person

(a) maintains their residence on the real property for at least 183 days during the year, and

(b) is not otherwise entitled under subsection (1) to a credit against taxes owing in respect of real property for that year.

2.11(3) A person in whose name real property is assessed shall be credited by the Minister of Finance and Treasury Board against taxes owing in respect of that real property for the year 2027 or any succeeding year a prescribed amount if the real property

(a) is to be used as only one residence, whether or not it is completed, and

(b) has not been occupied by that person or any other person or has not been leased.

2.11(4) Subject to subsection (6), where, on or after January 1, 2027, a condominium corporation is created in relation to real property, the person in whose name the real property is assessed is entitled, for the period referred to in subsection (5), to a credit against taxes owing or, if taxes have been paid, to a rebate of the taxes paid in respect of that portion of the real property

(a) that has not been occupied by that person or any other person or has not been leased, and

(b) that consists of

(i) condominium units, each of which is to be used as only one residence, and

(ii) the common interests appurtenant to those condominium units.

2.11(2) Pour l'application du paragraphe (1), la personne au nom de laquelle des biens réels sont évalués au 1er janvier 2027, ou au 1er janvier de toute année subséquente, est réputée y avoir maintenu sa résidence principale pour 2027 ou toute année subséquente si :

a) d'une part, elle y maintient sa résidence pendant au moins cent quatre-vingt-trois jours durant l'année;

b) d'autre part, elle n'a pas autrement droit, en application du paragraphe (1), à un crédit imputable sur les impôts exigibles sur des biens réels pour cette année.

2.11(3) Le ministre des Finances et du Conseil du Trésor accorde à la personne au nom de laquelle des biens réels sont évalués un crédit d'un montant prescrit, imputable sur les impôts exigibles sur ces biens réels pour 2027 ou toute année subséquente si :

a) d'une part, ceux-ci ne vont servir qu'à une seule résidence, qu'elle soit achevée ou non;

b) d'autre part, ceux-ci n'ont pas été occupés par cette personne ni par une autre, ni n'ont été loués.

2.11(4) Sous réserve du paragraphe (6), lorsqu'une association condominiale est créée relativement à des biens réels le 1er janvier 2027 ou après cette date, la personne au nom de laquelle les biens réels sont évalués a droit à un crédit imputable sur les impôts exigibles sur une fraction de ces biens réels ou, si les impôts ont été payés, à un remboursement des impôts à l'égard d'une fraction de ces biens réels pour la période visée au paragraphe (5) si :

a) d'une part, la fraction de ces biens réels n'a pas été occupée par cette personne ni par une autre, ni n'a été louée;

b) d'autre part, la fraction de ces biens réels constitue à la fois :

(i) les parties privatives d'un condominium, chacune desquelles ne devant servir qu'à une seule résidence,

(ii) l'intérêt commun afférent à chacune d'elles.

2.11(5) For the purposes of subsection (4), the period for which the person referred to in that subsection is entitled to a credit or rebate of taxes is as follows:

(a) the year during which the condominium corporation is created; and

(b) the year or years before the year referred to in paragraph (a) during which the real property was under construction, to a maximum of three years immediately before the year in which the condominium corporation is created.

2.11(5) Pour l'application du paragraphe (4), la personne qui y est visée a droit à un crédit ou à un remboursement d'impôts pour la période suivante :

a) l'année au cours de laquelle l'association condominiale a été créée;

b) l'année ou les années avant celle visée à l'alinéa a) au cours de laquelle les biens réels étaient en voie de construction, jusqu'à un maximum de trois années immédiatement avant celle au cours de laquelle l'association condominiale a été créée.

2.11(6) Despite paragraph (5)(b), no person is entitled under subsection (4) to a credit against taxes owing or to a rebate of taxes paid in respect of real property or any portion of real property for a year that is before 2027.

2.11(6) Par dérogation à l'alinéa (5)b), nul n'a droit à un crédit imputable sur les impôts exigibles sur des biens réels ou sur une fraction des biens réels en vertu du paragraphe (4) ni, si les impôts ont été payés, à un remboursement de ces impôts en vertu de ce paragraphe pour toute année antérieure à 2027.

2.11(7) A person who, on or after January 1, 2027, becomes the owner of real property on which they establish or subsequently establish, in the year 2027 or any succeeding year, their principal residence, a principal residence for an eligible person or both their principal residence and a principal residence for an eligible individual, is, if the person is a resident of New Brunswick at the time of the establishing of the principal residence for themselves or an eligible individual and despite that they received a credit against taxes owing for that year in respect of other real property on which they no longer maintain a principal residence for themselves or an eligible individual, entitled to a credit against taxes owing in respect of that real property for the year in which they establish their principal residence, a principal residence for an eligible individual or their principal residence and a principal residence for an eligible individual, or, if the taxes have been paid, to a rebate of those taxes, in an amount equal to the difference between

(a) the amount that would have been credited in respect of that property for the year if a credit had been authorized under subsection (1), and

(b) the amount realized by multiplying the amount referred to in paragraph (a) by the fraction that results from dividing by the number of days in that year the greater of

(i) the number of days that expired before the date on which the principal residence was first established by the person for themselves or for an eligible individual on that real property, or, if the

2.11(7) La personne qui, le 1er janvier 2027 ou après cette date, devient propriétaire d'un bien réel et qui y établit au cours de 2027 ou par la suite sa résidence principale, la résidence principale d'un particulier admissible ou à la fois sa résidence principale et celle d'un particulier admissible, bien qu'elle ait reçu pour cette année un crédit d'impôt à l'égard d'un autre bien réel sur lequel elle a cessé de maintenir sa résidence principale ou celle du particulier admissible, a droit, si elle était résidente du Nouveau-Brunswick lorsqu'elle a établi sa résidence principale ou celle du particulier admissible, à un crédit d'impôt à l'égard de ce bien réel pour cette année ou, si les impôts ont été payés, à un remboursement de ces impôts pour un montant équivalant à la différence obtenue par la soustraction du montant visé à l'alinéa b) de celui visé à l'alinéa a) :

a) le montant qui lui aurait été crédité pour l'année à l'égard de ce bien si un crédit avait été alloué en vertu du paragraphe (1);

b) le montant obtenu par la multiplication du montant visé à l'alinéa a) par la fraction ayant pour dénominateur le nombre de jours de cette année et pour numérateur le plus élevé des deux nombres suivants :

(i) le nombre de jours précédant la date où la personne a établi pour la première fois sa résidence principale ou celle d'un particulier admissible sur ce bien réel ou, si une telle résidence était mainte-

principal residence was maintained by the person before the person became owner of the real property, the date on which the person became the owner, and

(ii) the number of days that expired before the date on which the person ceased to maintain a principal residence for themselves or for an eligible individual on any other real property in respect of which the person received a credit against taxes owing for that year.

2.11(8) When real property is assessed jointly in the names of more than one person, and one of the persons in whose name the real property is assessed would be entitled to a credit or rebate under subsection (1), (3) or (4) if the real property had been assessed in their name alone, the credit or rebate shall be applied in respect of that real property despite that the other persons in whose name the real property is assessed do not qualify for the credit or rebate.

2.11(9) When real property is assessed in the name of an estate and is occupied by a beneficiary of that estate who is a resident of New Brunswick, the credit or rebate shall be applied in respect of the obligation of the estate to pay taxes on the real property if

(a) the circumstances do not make the beneficiary a tenant, and

(b) it would entitle the beneficiary to a credit or rebate under subsection (1), (3) or (4) had the real property been assessed in the name of the beneficiary.

2.11(10) When a person who is entitled to a credit under subsection (1), (7) or (11) uses any portion of the real property for any industry, trade, business, profession or vocation or under lease or agreement allows any other person to so use any portion of the real property, that person is entitled to a credit in respect only of the portion of the real property that is used as their principal residence or the principal residence of an eligible individual.

2.11(11) When a person in whose name real property is assessed maintains on January 1, 2027, or on the first day of January in any succeeding year, their principal residence and a principal residence for an eligible individual on the real property and the real property contains

nue par elle avant la date où elle est devenue propriétaire, la date où elle est devenue propriétaire du bien réel,

(ii) le nombre de jours précédant la date où elle a cessé de maintenir sa résidence principale ou celle d'un particulier admissible sur tout autre bien réel à l'égard duquel elle a reçu un crédit d'impôt pour cette année.

2.11(8) Lorsque des biens réels sont évalués conjointement au nom de plusieurs personnes et que l'une de ces personnes aurait droit à un crédit ou à un remboursement prévu au paragraphe (1), (3) ou (4) si les biens réels avaient été évalués à son seul nom, le crédit ou le remboursement s'applique à ces biens réels malgré le fait que les autres personnes au nom desquelles les biens sont évalués ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier du crédit ou du remboursement.

2.11(9) Le crédit ou le remboursement s'impute sur les impôts qu'une succession est tenue de payer sur des biens réels lorsque ceux-ci sont évalués au nom de la succession et occupés par un bénéficiaire de cette succession qui est résident du Nouveau-Brunswick dans des circonstances qui :

a) d'une part, ne font pas du bénéficiaire un locataire;

b) d'autre part, rendraient le bénéficiaire admissible à un crédit ou à un remboursement prévu au paragraphe (1), (3) ou (4) si les biens réels avaient été évalués à son nom.

2.11(10) Lorsqu'une personne qui a droit à un crédit prévu au paragraphe (1), (7) ou (11) utilise une fraction des biens réels pour exercer une industrie, un commerce, une entreprise, une profession ou un métier, ou permet à toute autre personne d'utiliser à une telle fin toute fraction des biens réels en vertu d'un bail ou d'un accord, elle n'a droit à un crédit qu'à l'égard de la fraction des biens réels qui lui sert de résidence principale ou qui sert de résidence principale au particulier admissible visé à ce paragraphe.

2.11(11) N'a droit à un crédit que pour la fraction ou les fractions des biens réels qui lui servent de résidence principale et qui servent de résidence principale à un particulier admissible la personne qui maintient au 1er janvier 2027, ou au 1er janvier de toute année subséquente,

two or more residences, regardless of whether on that date the other residence or residences are occupied, that person is entitled to a credit in respect of only that portion or portions of the real property that are used as their principal residence and the principal residence of an eligible individual.

sur les biens réels évalués à son nom, sa résidence principale et celle d'un particulier admissible, si ces biens réels comportent deux résidences ou plus, que l'autre ou les autres résidences soient occupées ou non à cette date.

2.11(12) When under an agreement of purchase and sale, a person who maintained their principal residence on real property assessed in the name of another person or who maintained a principal residence for an eligible person on that real property becomes the owner of that real property, that person is entitled under this Act to a credit against taxes owing on that real property, or, if the taxes have been paid, to a rebate of those taxes for the period determined under subsection (13), as if that person had been the owner during that period, if

2.11(12) Lorsqu'en vertu d'une convention d'achat-vente, une personne qui a maintenu sa résidence principale sur des biens réels évalués au nom d'une autre personne ou y a maintenu celle d'un particulier admissible devient propriétaire de ces biens réels, elle a droit, en vertu de la présente loi, à un crédit imputable sur les impôts exigibles sur ces biens réels ou, si les impôts ont été payés, à un remboursement de ces impôts, pour la période prévue au paragraphe (13), comme si elle en avait été propriétaire pendant cette période, si sont réunies les conditions suivantes :

(a) the person was required, under the agreement of purchase and sale, to purchase the real property within three years after the date the agreement was executed,

a) elle était tenue, en application de la convention d'achat-vente, d'acheter les biens réels dans les trois années de la date de passation de la convention;

(b) the person maintained their principal residence on the real property or maintained on the real property a principal residence for an eligible individual after the date the agreement of purchase and sale was executed,

b) elle a maintenu sa résidence principale sur les biens réels ou y a maintenu celle d'un particulier admissible après la date de passation de la convention d'achat-vente;

(c) the agreement of purchase and sale was registered within 90 days after it was executed

c) la convention d'achat-vente a été enregistrée dans les quatre-vingt-dix jours de sa passation :

(i) in the registry office for the county in which the real property lies, or

(i) ou bien au bureau de l'enregistrement du comté où se trouvent les biens réels,

(ii) in the land titles office for the land registration district in which the real property lies,

(ii) ou bien au bureau d'enregistrement foncier de la circonscription d'enregistrement foncier où se trouvent les biens réels;

(d) the person became the owner of the real property in accordance with the agreement of purchase and sale,

d) elle est devenue propriétaire des biens réels conformément à la convention d'achat-vente;

(e) no other person was entitled to a credit against taxes owing in respect of the real property or to a rebate of the taxes for that period, and

e) aucune autre personne n'avait droit à un crédit imputable sur les impôts exigibles sur les biens réels, ni à un remboursement de ces impôts pour cette période;

(f) the person was a resident of New Brunswick during that period.

f) elle était résidente du Nouveau-Brunswick pendant cette période.

2.11(13) For the purposes of subsection (12), the period for which a person is entitled to a credit or a rebate of taxes is as follows:

(a) in respect of the year in which the person becomes the owner of the real property under the agreement of purchase and sale, the portion of that year, immediately before they became the owner, during which the person maintained their principal residence on the real property or maintained on that real property a principal residence for an eligible individual; and

(b) in respect of any year or years before the year referred to in paragraph (a), to a maximum of three years immediately before the person became the owner of the real property, the portion of that year or those years after the date the agreement of purchase and sale was executed during which the person maintained their principal residence on the real property or maintained on that real property a principal residence for an eligible individual.

2.11(14) Despite subsections (1) to (13), the person in whose name real property is assessed is not entitled to a credit with respect to more than 0.5 hectare of real property on which a principal residence is maintained.

3(4) ***Section 2.2 of the Act is amended***

(a) by repealing subsection (1) and substituting the following:

2.2(1) For the purposes of sections 2.1 and 2.11, a person or the spouse or children of a person or an eligible individual, as the case may be, shall not have more than one principal residence at a time.

(b) in subsection (2)

(i) in the portion preceding paragraph (a) by striking out "section 2.1" and substituting "sections 2.1 and 2.11"***;***

(ii) by repealing paragraph (b) and substituting the following:

(b) whether any residence of a person's spouse or children or an eligible individual, as the case may be, was the spouse's or children's or eligible individual's principal residence during that period,

2.11(13) Pour l'application du paragraphe (12), la période pour laquelle la personne a droit à un crédit ou à un remboursement d'impôts est la suivante :

a) à l'égard de l'année au cours de laquelle la personne devient propriétaire des biens réels en vertu de la convention d'achat-vente, la partie de cette année, immédiatement avant qu'elle n'en devienne propriétaire, durant laquelle elle a maintenu sa résidence principale sur les biens réels ou y a maintenu celle d'un particulier admissible;

b) à l'égard de toute année ou des années précédant l'année visée à l'alinéa a), jusqu'à un maximum de trois années immédiatement avant qu'elle ne devienne propriétaire des biens réels, la partie de cette année ou de ces années après la date de passation de la convention d'achat-vente durant laquelle elle a maintenu sa résidence principale sur les biens réels ou y a maintenu celle d'un particulier admissible.

2.11(14) Par dérogation aux paragraphes (1) à (13), la personne au nom de laquelle les biens réels sont évalués n'a pas droit à un crédit pour plus de 0,5 hectare de biens réels sur lesquels est maintenue une résidence principale.

3(4) ***L'article 2.2 de la Loi est modifié***

a) par l'abrogation du paragraphe (1) et son remplacement par ce qui suit :

2.2(1) Pour l'application des articles 2.1 et 2.11, ni une personne, son conjoint ou ses enfants, ni un particulier admissible, selon le cas, ne peuvent avoir plus d'une résidence principale à la fois.

b) au paragraphe (2),

(i) au passage qui précède l'alinéa a), par la suppression de « de l'article 2.1 » et son remplacement par « des articles 2.1 et 2.11 »***;***

(ii) par l'abrogation de l'alinéa b) et son remplacement par ce qui suit :

b) si une résidence quelconque du particulier admissible ou du conjoint ou des enfants d'une personne, selon le cas, était, pendant cette période, la résidence principale du conjoint, des enfants ou du particulier admissible;

(iii) by repealing paragraph (d) and substituting the following:

(d) whether the spouse or children of a person or an eligible individual, as the case may be, were residents of New Brunswick during that period.

(c) in subsection (6)

(i) in the portion preceding paragraph (a) by striking out "spouse or children of a person" and substituting "spouse or children of a person or an eligible individual, as the case may be,"***;***

(ii) in paragraph (a) by striking out "spouse or children" and substituting "spouse or children or an eligible individual, as the case may be,"***;***

(iii) in paragraph (b) by striking out "spouse or children" and substituting "spouse or children or an eligible individual, as the case may be,"***;***

(d) in paragraph (7)(b) by striking out "spouse or children of a person" and substituting "spouse or children of a person or an eligible individual, as the case may be"**.**

3(5) ***Section 4 of the Act is amended by striking out "Notwithstanding section 2 or 2.1" and "or subsection 2.1(3), (4) or (7)" and substituting*** "Despite section 2, 2.1 or 2.11" ***and*** ", subsection 2.1(3), (4) or (7) or subsection 2.11(3), (4) or (7)"***, respectively.***

3(6) ***Section 4.1 of the Act is amended by striking out "section 2 or 2.1" and "subsection 2(1) or 2.1(1)" and substituting*** "section 2, 2.1 or 2.11" ***and*** "subsection 2(1), 2.1(1) or 2.11(1)"***, respectively.***

3(7) ***Paragraph 6(c) of the Act is repealed and the following is substituted:***

(c) who is allowed a credit in respect only of a portion of their real property under subsection 2(7) or (8), 2.1(11) or (12) or subsection 2.11(11) or (12) and disputes the apportionment,

(iii) par l'abrogation de l'alinéa d) et son remplacement par ce qui suit :

d) si le conjoint ou les enfants d'une personne quelconque ou le particulier admissible, selon le cas, étaient, pendant cette période, résidents du Nouveau-Brunswick.

c) au paragraphe (6),

(i) au passage qui précède l'alinéa a), par la suppression de « que le conjoint ou les enfants d'une personne » et son remplacement par « que le conjoint ou les enfants d'une personne ou le particulier admissible, selon le cas, »***;***

(ii) à l'alinéa a), par la suppression de « le conjoint ou les enfants » et son remplacement par « le conjoint, les enfants ou le particulier admissible, selon le cas, »***;***

(iii) à l'alinéa b), par la suppression de « le conjoint ou les enfants » et son remplacement par « le conjoint, les enfants ou le particulier admissible, selon le cas, »***;***

d) à l'alinéa (7)b), par la suppression de « du conjoint ou des enfants d'une personne » et son remplacement par « du particulier admissible ou du conjoint ou des enfants d'une personne, selon le cas, »**.**

3(5) ***L'article 4 de la Loi est modifié par la suppression de « Malgré l'article 2 ou 2.1 » et de « ou du paragraphe 2.1(3), (4) ou (7) » et leur remplacement par*** « Par dérogation à l'article 2, 2.1 ou 2.11 » ***et*** « , du paragraphe 2.1(3), (4) ou (7) ou du paragraphe 2.11(3), (4) ou (7) »***, respectivement.***

3(6) ***L'article 4.1 de la Loi est modifié par la suppression de « l'article 2 ou 2.1 » et de « paragraphe 2(1) ou 2.1(1) » et leur remplacement par*** « l'article 2, 2.1 ou 2.11 » ***et*** « paragraphe 2(1), 2.1(1) ou 2.11(1) »***, respectivement.***

3(7) ***L'alinéa 6c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :***

c) ne se voit allouer un crédit que pour une fraction de ses biens réels conformément au paragraphe 2(7) ou (8), au paragraphe 2.1(11) ou (12) ou au paragraphe 2.11(11) ou (12), mais conteste le calcul de cette fraction,

3(8) ***Section 6.1 of the Act is amended***

(a) in subsection (1) in the portion preceding paragraph (a) by striking out "under section 2 or 2.1" and substituting "under section 2, 2.1 or 2.11"***;***

(b) in subsection (3) by striking out "section 2 or 2.1" and substituting "section 2, 2.1 or 2.11"**.**

3(9) ***Subsection 11(2) of the Act is amended***

(a) in the portion preceding paragraph (a) by striking out "section 2.1" and substituting "section 2.1 or 2.11"***;***

(b) in paragraph (d) by striking out "his or her spouse or children" wherever it appears and substituting "their spouse or children or an eligible individual, as the case may be,"**.**

3(10) ***Section 14 of the Act is amended by adding after paragraph (a.1) the following:***

(a.11) defining "eligible individual" for the purposes of this Act and the regulations;

Regulation under the *Residential Property Tax Relief Act*

4(1) ***Section 2.1 of New Brunswick Regulation 84-191 under the Residential Property Tax Relief Act is amended***

(a) by renumbering the section as subsection 2.1(1);

(b) by adding after subsection (1) the following:

2.1(2) In the Act and this Regulation, "eligible individual" means, in respect of a person in whose name real property is assessed, their adult child, their children, their parent, their spouse or their common law partner, their grandparent or an adult eligible for a Disability Tax Credit under the *Income Tax Act* (Canada).

3(8) ***L'article 6.1 de la Loi est modifié***

a) au paragraphe (1), au passage qui précède l'alinéa a), par la suppression de « l'article 2 ou 2.1 » et son remplacement par « l'article 2, 2.1 ou 2.11 »***;***

b) au paragraphe (3), par la suppression de « l'article 2 ou 2.1 » et son remplacement par « l'article 2, 2.1 ou 2.11 »**.**

3(9) ***Le paragraphe 11(2) de la Loi est modifié***

a) au passage qui précède l'alinéa a), par la suppression de « de l'article 2.1 » et son remplacement par « de l'article 2.1 ou 2.11 »***;***

b) à l'alinéa d), par la suppression de « de son conjoint ou de ses enfants » et de « son conjoint ou ses enfants » et leur remplacement par « de son conjoint ou de ses enfants ou d'un particulier admissible, selon le cas, » ***et*** « son conjoint ou ses enfants ou le particulier admissible, selon le cas, »***, respectivement.***

3(10) ***L'article 14 de la Loi est modifié par l'adjonction de ce qui suit après l'alinéa a.1) :***

a.11) définissant le mot « particulier admissible » pour l'application de la présente loi et de ses règlements;

Règlement pris en vertu de la *Loi sur le dégrèvement d'impôt applicable aux résidences*

4(1) ***L'article 2.1 du Règlement du Nouveau-Brunswick 84-191 pris en vertu de la Loi sur le dégrèvement d'impôt applicable aux résidences est modifié***

a) par la renumérotation de l'article, lequel devient le paragraphe 2.1(1);

b) par l'adjonction de ce qui suit après le paragraphe (1) :

2.1(2) Dans la Loi et le présent règlement, « particulier admissible » s'entend, relativement à une personne au nom de laquelle des biens réels sont évalués, de ses enfants adultes, de ses enfants, de ses parents, de son conjoint, de son conjoint de fait ou de ses grands-parents et s'entend également de tout adulte admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées prévu par la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

4(2) ***Subsection 2.2(2) of the Regulation is repealed and the following is substituted:***

2.2(2) For the purposes of subsection 2.2(4) of the Act, the following criteria are to be considered by the Administrator in determining whether any residence of the spouse or children of a person or an eligible individual was the principal residence of the spouse or children of a person or the eligible individual during any period:

(a) whether the residence was the residence to which, during the period, the spouse or children of a person or the eligible individual intended to return when away;

(b) whether the residence was the residence where, during the period, the spouse or children of a person or the eligible individual ordinarily dwelled;

(c) whether the residence was the residence where the spouse or children of the person or the eligible individual ate, drank and slept during the period;

(d) whether the address of the residence appeared, during the period, on the driver's licence, if any, of the spouse or children of the person or of the eligible individual or on the registration certificate issued for any vehicle owned by the spouse or children of the person or the eligible individual;

(e) in the case of a spouse, whether the residence was the residence where any children of the spouse dwelled while attending school during the period; and

(f) whether the address of the residence was an address where mail was received by the spouse or any children of the person or an eligible individual during the period.

4(2) ***Le paragraphe 2.2(2) du Règlement est abrogé et remplacé par ce qui suit :***

2.2(2) Pour l'application du paragraphe 2.2(4) de la Loi, afin de déterminer si la résidence du particulier admissible ou du conjoint ou des enfants d'une personne était leur résidence principale pendant une période donnée, l'administrateur tient compte des critères suivants :

a) la question de savoir si cette résidence est celle où le conjoint, les enfants ou le particulier admissible avaient l'intention de revenir habiter après une absence ayant eu lieu pendant cette période;

b) la question de savoir si cette résidence est celle où habitaient normalement le conjoint, les enfants ou le particulier admissible pendant cette période;

c) la question de savoir si cette résidence est celle où le conjoint, les enfants ou le particulier admissible mangeaient, buvaient et dormaient pendant cette période;

d) la question de savoir si l'adresse de cette résidence figurait pendant cette période sur le permis de conduire, s'il en est, du conjoint, des enfants ou du particulier admissible, ou sur le certificat d'immatriculation délivré relativement à tout véhicule dont le conjoint, les enfants ou le particulier admissible étaient propriétaires;

e) s'agissant du conjoint, la question de savoir si cette résidence est celle où l'un quelconque de ses enfants habitait lorsqu'il fréquentait l'école pendant cette période;

f) la question de savoir si le conjoint, l'un quelconque de ses enfants ou le particulier admissible recevait du courrier à l'adresse de la résidence pendant cette période.

Service New Brunswick Act

5 ***Paragraph 24(2)(a) of the Service New Brunswick Act, chapter 44 of the Acts of New Brunswick, 2015, is amended by striking out "subject to the approval of the Treasury Board,".***

Loi sur Services Nouveau-Brunswick

5 ***L'alinéa 24(2)a) de la Loi sur Services Nouveau-Brunswick, chapitre 44 des Lois du Nouveau-Brunswick de 2015, est modifié par la suppression de « , sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ».***

TRANSITIONAL PROVISIONS AND COMMENCEMENT

Transitional provisions

6(1) ***A notice or demand for information delivered or mailed by the Director before January 1, 2027, under section 9 of the Assessment Act as it read immediately before the commencement of this section shall be dealt with and completed in accordance with the law as it existed immediately before January 1, 2027.***

6(2) ***A request for review of assessment under section 25 of the Assessment Act as it read immediately before the commencement of this section received by the Director before January 1, 2027, shall be dealt with and completed in accordance with the law as it existed immediately before January 1, 2027.***

6(3) ***A community benefit agreement entered into before the commencement of section 2 of this amending Act is deemed valid and continues to be effective.***

Commencement

7(1) ***Subject to subsection (2), this Act comes into force on January 1, 2027.***

7(2) ***Section 2 or any provision of it comes into force on a day or days to be fixed by proclamation.***

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Dispositions transitoires

6(1) ***Tout avis ou toute demande formelle de renseignements remis ou expédié par la poste par le directeur avant le 1er janvier 2027 en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'évaluation tel que cet article existait immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article est traité et il y est donné suite conformément au droit tel qu'il existait immédiatement avant cette date.***

6(2) ***Toute demande de révision prévue à l'article 25 de la Loi sur l'évaluation tel que cet article existait immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article que reçoit le directeur avant le 1er janvier 2027 est traitée et il y est donné suite conformément au droit tel qu'il existait immédiatement avant cette date.***

6(3) ***Tout accord sur les avantages communautaires conclu avant l'entrée en vigueur de l'article 2 de la présente loi modificative est réputé être valide et demeure en vigueur.***

Entrée en vigueur

7(1) ***Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2027.***

7(2) ***L'article 2 ou l'une quelconque de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation.***